

POLITIQUE BUDGÉTAIRE

La politique budgétaire peut jouer un rôle très important d'accompagnement de l'activité économique en phase de récession, via le jeu des stabilisateurs automatiques et des mesures discrétionnaires d'assouplissement de la politique budgétaire. En conséquence, la crise a débouché sur une augmentation spectaculaire des déficits et de la dette publics dans la plupart des pays de l'OCDE.

Définition

On peut analyser l'effet négatif de la crise sur les situations budgétaires en examinant les variations du solde des administrations publiques (c'est-à-dire les variations de la différence entre leurs recettes et leurs dépenses). Les variations cumulées des soldes des administrations publiques au cours de la période 2009-11 sont exprimées ici par rapport au produit intérieur brut (PIB) de 2008. La décomposition de ces variations cumulées en éléments conjoncturels (correspondant aux effets de réduction des recettes fiscales et d'augmentation des dépenses des administrations publiques induits par la récession) et en éléments structurels (imputables aux mesures discrétionnaires de politique budgétaire ainsi qu'à la disparition du dynamisme

En bref

Tous les pays de l'OCDE hormis l'Islande et la Hongrie voient leurs soldes budgétaires se dégrader fortement sur la période de trois ans consécutive à 2008. Par ailleurs, tous les pays de l'OCDE sont confrontés à une détérioration conjoncturelle marquée de leur situation budgétaire. Les soldes structurels se sont sensiblement dégradés depuis 2008, à l'exception notable de l'Islande, de la Hongrie, de l'Italie et de la République tchèque. Un assouplissement discrétionnaire de la politique budgétaire contribue à soutenir l'activité économique dans la quasi-totalité des pays.

Les trams de mesures budgétaires diffèrent suivant les pays non seulement par leur ampleur, mais aussi par leur composition. La plupart des pays ont adopté des plans de relance de vaste portée, fondé sur l'ajustement simultané de divers impôts et programmes de dépenses. D'importantes baisses d'impôts ont été appliquées aux États-Unis, en Corée et en Finlande, tandis que de fortes augmentations des dépenses (représentant plus de 2.5 % du PIB de 2008) sont prévues en Australie, en Corée, au Danemark, au Japon et en Turquie. Inversement, la Hongrie, l'Irlande et l'Islande ont adopté des programmes d'assainissement budgétaire, associant des hausses d'impôts et des coupes dans les dépenses.

Ce creusement des déficits budgétaires devrait se traduire par un gonflement sensible de la dette publique d'ici à 2011 par rapport aux niveaux de 2008. Cela tient à la fois à l'impact de l'augmentation des déficits cumulés (dans la plupart des pays) et, dans une moindre mesure, à d'autres opérations financières. Pour l'heure, la plupart des grands pays de l'OCDE ont annoncé une forme ou une autre de programme d'assainissement budgétaire à moyen terme, sachant que les autorités japonaises envisagent la publication d'un programme budgétaire à moyen terme début 2010. Néanmoins, les programmes des sept principaux pays n'offrent pour l'instant guère d'informations sur le calendrier et les instruments du futur assainissement des finances publiques.

exceptionnel des recettes observé avant la crise) repose sur l'évaluation par l'OCDE des différents facteurs à l'œuvre. Les données relatives à la composition des projets initiaux de trams de mesures budgétaires (discrétionnaires) élaborés pour faire face à la crise sont fondées sur les informations collectées par l'OCDE jusqu'à début juin 2009.

Les variations de la dette des administrations publiques (mesurée par leurs engagements financiers bruts) reflètent à la fois les déficits publics annuels et des opérations financières (telles que les plans de sauvetage des établissements financiers) qui ne sont pas comptabilisées dans les dépenses publiques.

Le secteur des administrations publiques comprend l'administration centrale, les collectivités locales et le système de sécurité sociale.

Comparabilité

Toutes les mesures budgétaires sont comptabilisées sur la base des droits constatés (c'est-à-dire celle utilisée en comptabilité nationale). Cela signifie que les dispositions fondées sur la modification d'échéances de paiement, telles que le versement anticipé de transferts publics ou le report de la perception de recettes fiscales, sont sans incidence sur les données relatives à un exercice donné.

Dans le tableau, le total des colonnes diffère de la somme de composantes indiquées, car certaines d'entre elles n'ont pas été clairement précisées ou ne figurent pas dans cette ventilation. La colonne relative à l'effet net ne reflète que les mesures budgétaires discrétionnaires prises face à la crise financière. Elle ne prend pas en compte l'impact potentiel des mesures de recapitalisation, des garanties et autres opérations financières, ni de l'incidence des modifications des échéances de paiement des impôts et des marchés publics.

Source

- OECD (2009), *OECD Economic Outlook: June n° 85 – Volume 2009 Issue 1*, OECD, Paris.
- OECD (2009), *OECD Economic Outlook, Interim Report March 2009*, OECD, Paris.
- OECD (2009), *OECD Economic Outlook: November n° 86 – Volume 2009 Issue 2*, OECD, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

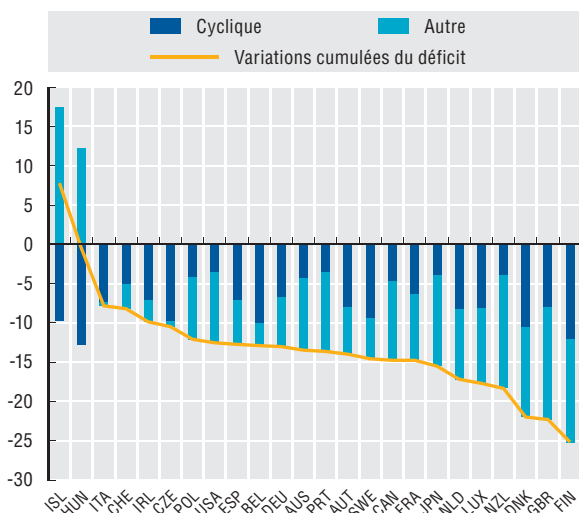
- Furceri, D. (2009), *Fiscal Convergence, Business Cycle Volatility and Growth*, OECD Economics Department Working Papers, n° 674, OECD, Paris.
- Afonso, A., L. Agnello and D. Furceri (2008), *Fiscal Policy Responsiveness, Persistence, and Discretion*, OECD Economics Department Working Papers, n° 659, OECD, Paris.

Sites Internet

- OECD Economic Outlook Statistics, www.sourceOECD.org/database/oecdeconomicoutlook.
- OECD Economic Outlook, http://www.oecd.org/OECD_Economic_Outlook.

Variations cumulées des soldes des administrations publiques 2009-11

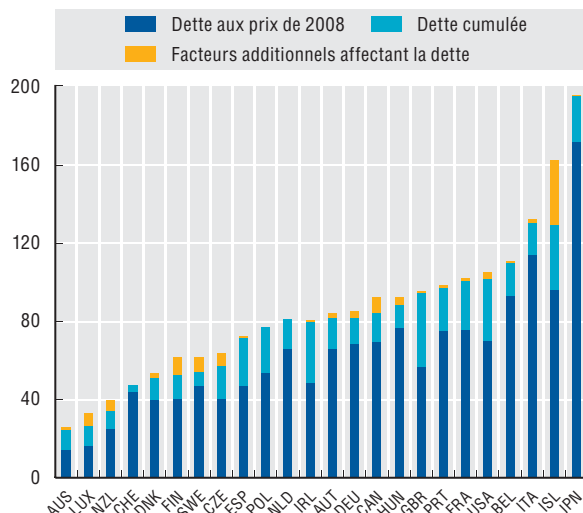
En pourcentage du PIB de 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823445563033>

Dettes brutes du gouvernement

En pourcentage du PIB 2008, prévisions pour 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823474056333>

Composition des plans de relance

Total sur la période 2008-10, en pourcentage du PIB 2008

Effet net	Plans de relance, mesures fiscales					Plans de relance, dépenses publiques						
	Total	Individus	Entreprises	Consommation	Cotisations sociales	Total	Consommation	Investissement	Transferts aux ménages	Transferts aux entreprises	Transferts aux collectivités locales	
Allemagne	-3.2	-1.6	-0.6	-0.3	0.0	-0.7	1.6	0.0	0.8	0.3	0.3	0.0
Australie	-5.4	-1.3	-1.1	-0.2	0.0	0.0	4.1	0.0	3.0	1.1	0.0	0.0
Autriche	-1.2	-0.8	-0.8	-0.1	0.0	0.0	0.4	0.0	0.1	0.2	0.0	0.1
Belgique	-1.4	-0.3	0.0	-0.1	-0.1	0.0	1.1	0.0	0.1	0.5	0.5	0.0
Canada	-4.1	-2.4	-0.8	-0.3	-1.1	-0.1	1.7	0.1	1.3	0.3	0.1	..
Corée	-6.1	-2.8	-1.4	-1.1	-0.2	0.0	3.2	0.0	1.2	0.7	1.0	0.3
Danemark	-3.3	-0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	2.6	0.9	0.8	0.1	0.0	0.0
Espagne	-3.9	-1.7	-1.6	0.0	0.0	0.0	2.2	0.3	0.7	0.5	0.7	0.0
États-Unis	-5.6	-3.2	-2.4	-0.8	0.0	0.0	2.4	0.7	0.3	0.5	0.0	0.9
Finlande	-3.2	-2.7	-1.9	0.0	-0.3	-0.4	0.5	0.0	0.3	0.1	0.0	0.0
France	-0.7	-0.2	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.6	0.0	0.2	0.3	0.0	0.0
Grèce	0.8	0.8	0.8	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.4	0.1	0.4	0.1	0.0
Hongrie	7.7	0.2	-0.6	-0.1	2.3	-1.5	-7.5	-3.2	0.0	-3.4	-0.4	-0.5
Irlande	8.3	6.0	4.5	-0.2	0.5	1.2	-2.2	-1.8	-0.2	-0.1	0.0	0.0
Islande	7.3	5.7	1.0	..	..	..	-1.6	..	..	..	..	..
Italie	0.0	0.3	0.0	0.0	0.1	0.0	0.3	0.3	0.0	0.2	0.1	0.0
Japon	-4.7	-0.5	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	4.2	0.2	1.2	0.6	1.5	0.6
Luxembourg	-3.9	-2.3	-1.5	-0.8	0.0	0.0	1.6	0.0	0.4	1.0	0.2	0.0
Mexique	-1.7	-0.4	0.0	0.0	-0.4	0.0	1.2	0.1	0.7	0.1	0.0	0.0
Norvège	-1.2	-0.3	0.0	-0.3	0.0	0.0	0.9	0.0	0.4	0.0	0.0	0.3
Nouvelle-Zélande	-3.7	-4.1	-4.0	0.0	0.0	0.0	-0.3	0.1	0.6	-0.6	0.0	0.0
Pays-Bas	-2.5	-1.6	-0.2	-0.5	-0.1	-0.8	0.9	0.0	0.5	0.1	0.0	0.0
Pologne	-1.2	-0.4	0.0	-0.1	-0.2	0.0	0.8	0.0	1.3	0.2	0.1	0.0
Portugal	-0.8	..	..	..	..	..	..	0.0	0.4	0.0	0.4	0.0
Rép. tchèque	-2.8	-2.5	0.0	-0.7	-0.4	-1.4	0.3	-0.1	0.2	0.0	0.2	0.0
Rép. slovaque	-1.3	-0.7	-0.5	-0.1	0.0	-0.1	0.7	0.0	0.0	0.1	0.6	0.0
Royaume-Uni	-1.9	-1.5	-0.5	-0.2	-0.6	0.0	0.4	0.0	0.4	0.2	0.0	0.0
Suède	-3.3	-1.7	-1.3	-0.2	0.0	-0.2	1.7	1.1	0.3	0.1	0.0	0.2
Suisse	-0.5	-0.2	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.3	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0
Turquie	-4.4	-1.5	-0.2	-1.1	-0.2	0.0	2.9	0.6	1.2	0.0	0.3	0.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/827168846578>



Extrait de :
OECD Factbook 2010
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2010-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Politique budgétaire », dans *OECD Factbook 2010 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2010-106-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.